

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire
2 avenue Grûner
Allée C
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 11/01/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI

Universaône
18 rue Félix Mangini
69009 LYON 09

Code AIOT : 0010500024

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2022 dans l'établissement SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI implanté ZA Charles Chana - Site de SATROD Bd du Puits Charles 42230 ROCHE LA MOLIERE. L'inspection a été annoncée le 10/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'intègre à une action nationale pilotée par le ministère en charge de l'environnement, et intervient dans le cadre de la phase d'expérimentation en cours de dispositions réglementaires relatives aux conditions de l'élimination des déchets non dangereux nouvellement entrées en vigueur.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SUEZ RV Borde Matin ISDND et ISDI
- ZA Charles Chana - Site de SATROD Bd du Puits Charles 42230 ROCHE LA MOLIERE
- Code AIOT : 0010500024
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SUEZ RV Borde Matin exploite une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) sur la commune de Roche la Molière ; la poursuite de son exploitation a été autorisée par arrêté préfectoral du 23/02/2018.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- dispositions réglementaires relatives aux conditions de l'élimination des déchets non dangereux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
2	Conditions de l'élimination – Caractérisation	Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3	/	Sans objet
3	Conditions de l'élimination – Justificatifs	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les documents nouvellement requis pour pouvoir faire éliminer un déchet non dangereux dans une installation de stockage de déchets dédiée (rapports de caractérisation annuels, attestations de mise en œuvre du tri à la source) restent trop peu transmis par les apporteurs, notamment pour ce qui est des rapports de caractérisation annuels.

L'exploitant de l'installation de stockage de déchets réfléchit à plusieurs types d'actions permettant d'améliorer le taux de collecte de ces documents, dans le cadre d'une phase d'expérimentation de ces nouvelles dispositions réglementaires permise par le ministère en charge de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Mise en œuvre effective du contrôle visuel des déchets réceptionnés en ISDND.
Constats : L'inspection a constaté qu'un contrôle visuel des déchets était effectué lors de leur déchargement dans les casiers par un agent posté sur les quais de déchargement.
Observations : Tel qu'effectué, le contrôle visuel ne permet cependant à l'exploitant que d'agir a posteriori vis-à-vis de l'apporteur, et non a priori.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de l'élimination – Caractérisation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/09/2021, article R. 541-48-3
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception des rapports annuels de caractérisation des producteurs de déchets par l'exploitant de l'ISDND. Vérification du contenu des rapports de caractérisation.
Constats : Durant la présente période d'expérimentation de cette disposition, l'exploitant indique n'avoir reçu qu'une part extrêmement réduite des rapports de caractérisation requis. Des rappels informatifs ont été transmis à plusieurs reprises aux apporteurs, et d'autres sont prévus d'ici à la fin de la période d'expérimentation. En complément, des moyens coercitifs pourront être mis en œuvre à moyen terme pour les apporteurs qui ne feraient pas droit à leurs obligations.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Conditions de l'élimination – Justificatifs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-48-4
Thème(s) : Actions nationales 2022, Conditions de l'élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Vérification de la réception par les exploitants d'ISDND et d'incinérateur (éliminant des DND) des justificatifs attestant du respect des obligations de tri par les producteurs de déchets.
Constats : Durant la présente période d'expérimentation de cette disposition, l'exploitant indique n'avoir reçu qu'une proportion insuffisante des attestations requises. Des rappels ont déjà été envoyés à ce sujet aux apporteurs, et d'autres sont prévus d'ici à la fin de la période d'expérimentation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet